



Fonds
Français
pour l'
Environnement
Mondial

Le Projet **COGESFOR**

2009 - 2012



Gestion durable des ressources naturelles



pour la conservation de
trois régions *hotspot* de la
biodiversité à Madagascar



Le projet COGESFOR

CONTEXTE

L'importance mondiale de la biodiversité malagasy est largement reconnue depuis une vingtaine d'années de par son originalité, sa richesse et son endémisme. Ainsi, Madagascar, *hotspot* de la biodiversité mondiale, est prioritaire pour toute action permettant la conservation de ce patrimoine.

La Charte de l'environnement adoptée en 1990 définit la politique environnementale de Madagascar. Elle a mis en exergue le lien fort entre l'environnement et le développement économique et social durable. Sa finalité est d'enrayer le processus de dégradation de l'environnement.

Du Programme Environnemental 1 (PE1) au Programme Environnemental 3 (PE3), les actions engagées s'orientent d'une vision essentiellement naturaliste à une prise en compte de l'économie et des sociétés ; d'une vision étatique et centralisatrice vers la reconnaissance du rôle des populations et de la réhabilitation du niveau de décision local ; d'une approche « conservationniste » vers une vision « aménagiste » plus dynamique privilégiant l'implication de tous les acteurs concernés. La Gestion Locale Sécurisée (GELOSE) des ressources renouvelables et du foncier a été conçue au cours du PE2. Elle permet de transférer la gestion de certaines ressources naturelles aux communautés de base, dans un temps et sur un espace déterminés, pour ou par une valorisation durable des filières.

Au cours des années 2002-2006, le Fonds Français pour l'Environnement Mondial a appuyé deux projets dans le secteur forêt - environnement. Le Premier dans la région Alaotra Mangoro et Melaky, « *Projet de mise en place de projets pilotes de protection et de valorisation de la biodiversité à Madagascar* » et le second dans la région Atsimo Andrefana sur le Plateau Mahafaly, « *Conservation et développement du plateau calcaire Mahafaly* ». Ces projets ont permis la mise sous aménagement par la signature de 21 contrats de transfert de gestion de 20 000 Ha à Didy de la région Alaotra Mangoro, et 190 000 Ha sur le Plateau Mahafaly. Le projet COGESFOR s'inscrit dans la dynamique et, par des actions novatrices, en renforcera l'impact sur la conservation des ressources et la lutte contre la pauvreté des populations riveraines.

OBJECTIF GÉNÉRAL

Appuyer Madagascar dans la conservation de sa biodiversité et dans la lutte contre la pauvreté des populations des sites d'intervention par la mise en place de cadre participatif de gestion durable.

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- Étendre et sécuriser les espaces forestiers et pastoraux mis sous aménagement et gestion locale en périphérie des aires protégées sensibles (*hotspot* de la biodiversité) à Didy et Vohimana - Région Alaotra Mangoro et sur le Plateau Mahafaly - Région Atsimo Andrefana.
- Renforcer l'appropriation par les communautés de base et les collectivités décentralisées de la gestion des zones transférées à travers des techniques de valorisation des ressources naturelles renouvelables compatibles avec la conservation et des systèmes de contrôle.
- Renforcer le système de contrôle décentralisé et le système de traçabilité des produits issus de la valorisation des ressources naturelles des sites de gestion communautaires.



Résultats attendus

RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES
R1 : Une approche d'aménagement concerté globale a été définie, testée, et est mise en œuvre dans les zones couvertes par le projet	
Une planification a été établie et constitue la référence des différents partenaires pour l'utilisation et la gestion des espaces	3 schémas zonaux sont élaborés et font l'objet d'un suivi
Les aires anciennement transférées ont reçu un appui complémentaire pour renforcer leurs capacités de gestion (bois d'œuvre, bois énergie, intégration pastorale)	10 contrats renforcés à Didy et 10 contrats renforcés sur le plateau Mahafaly
De nouveaux contrats de Transfert de Gestion des Ressources Naturelles Renouvelables (TGRNR) ont été mis en place en tenant compte des différents utilisateurs de l'espace (dont les éleveurs et les transhumants)	6 contrats nouveaux à Didy, 16 contrats nouveaux sur le plateau Mahafaly et 2 contrats nouveaux à Vohimana,
Des contrats préexistants de TGRNR à objectifs de conservation ont intégré des objectifs de valorisation des ressources avec prise en compte des limites coutumières des espaces pastoraux	8 TGRNR transformés en contrats de valorisation à Didy
La sécurisation foncière est assurée sur les aires concernées (sécurisation foncière relative SFR ou autre)	Toutes zones potentielles informées 22 SFR réalisées (10 à Didy, 2 à Vohimana, 10 sur le Plateau Mahafaly. Évolution des litiges fonciers
Les organes de gestion des VOI concernées sont formés, organisés, actifs et autonomes	Parts des comités de gestion répondant aux critères
Un cadre méthodologique d'intégration dans le SAPM a été produit et validé par les acteurs	Existence du cadre méthodologique VOI intégrés dans le SAPM
R2 : Une planification a été établie et constitue la référence des différents partenaires pour l'utilisation et la gestion des espaces	
Les filières traditionnelles de valorisation ligneuse sont organisées et optimisées	Bois d'œuvre : itinéraires techniques optimisés, acteurs formés et informés, système de traçabilité mis en place, produits éco certifiés Bois énergie : cahiers des charges mis en place
Les filières produits forestiers non ligneux (PFNL) traditionnelles et de nouvelles filières sont identifiées et structurées	Filières structurées et viables Cahiers des charges pour intégration dans les circuits équitables
Les systèmes de culture et d'élevage pratiqués sont améliorés/ et la production agricole/pastorale est intensifiée sans nuire à l'environnement	10 sites démonstratifs à Didy et 10 sur le Plateau Mahafaly 400 Ha et 25 paysans pilotes concernés
R3 : Les fonctions régaliennes de contrôle de l'exploitation des ressources sont efficaces et durablement assurées par les services techniques concernés	
Un contrôle décentralisé est opérationnel et financièrement viable	50 agents communaux formés et mis en place Pérennité assurée par système de ristournes et redevances forestières
Un système de traçabilité a été défini et mis en place pour les filières dont l'enjeu le justifie (perspective d'éco certification)	1 système de traçabilité opérationnel

Intensification des transferts de gestion et sécurisation foncière

La loi 96-025 relative à la gestion locale sécurisée des ressources naturelles ou la loi GELOSE confie aux populations locales organisées en Vondron'Olona Ifotony (VOI) la gestion de certaines ressources naturelles qui se trouvent dans les limites de leur terroir. Par le contrat de transfert de gestion et grâce aux outils de gestion simplifiés (plan d'aménagement, cahier de charges, dina, etc.) élaborés de façon concertée par les VOI, la commune rurale et l'administration forestière, la loi GELOSE attribue le droit de gestion de l'accès et du prélèvement des ressources et autorise la valorisation des ressources naturelles au profit du VOI.

L'articulation de ces contrats de transfert de gestion avec les procédures de sécurisation du foncier forestier et avec le développement des filières économiques durables des produits issus de la biodiversité doit permettre de financer les systèmes de protection et de contrôle des flux de produits, assurant ainsi la pérennité de ce processus de gestion durable.

Dans les trois sites, le projet COGESFOR renforcera les contrats de transfert de gestion existants et mettra en place de nouveaux. De nouveaux outils de sécurisation foncière des espaces forestiers et/ou pastoraux communs seront proposés.



Intégration dans le SAPM



La mise en œuvre de la Vision Durban est concrétisée par la mise en place du Système d'Aires Protégées de Madagascar (SAPM) selon l'article 8a de la Convention sur la Diversité Biologique et selon la définition d'aire protégée de l'UICN.

Parmi les principes fondamentaux de mise en place de ces nouvelles aires protégées, il est recommandé d'impliquer les populations locales dès leur création pour les associer dès le lancement du processus de la gestion des ressources naturelles. L'État peut déléguer ensuite la gestion au cas par cas aux communautés, au secteur privé ou aux collectivités locales suivant les règles régissant les catégories V et VI de l'UICN.

Le projet COGESFOR élaborera en ce sens un cadre méthodologique et réglementaire pour la mise en conformité, relativement aux règles UICN, des contrats TGRNR qu'il aura appuyés.



Développement des filières de la biodiversité

LE BOIS D'OEUVRE

Le projet COGESFOR poursuivra la mise en place de plans d'aménagement durable sur les forêts transférées. Cette mise en aménagement des ressources forestières est le garant de la pérennité des écosystèmes forestiers et le maintien de toutes les potentialités notamment des fonctions que la forêt est susceptible de remplir.

Le projet s'attachera à l'amélioration du rendement matière et de la qualité des produits à travers l'amélioration des itinéraires techniques d'exploitation depuis la forêt jusqu'à la transformation finale. La gestion forestière et les produits obtenus pourront ainsi être éco certifiés dans le cadre développé par l'Initiative pour la Certification Forestière à Madagascar.



LES HUILES ESSENTIELLES

On observe une demande croissante des industriels de l'aromathérapie, de la cosmétique, de la pharmacutique et autres filières de produits naturels, motivée par la demande des consommateurs de produits certifiés, équitables et biologiques.

Des recherches sur les produits de cueillette et sur l'amélioration des pratiques de collecte et les techniques de distillation menées sur *Ravensara aromatica* et autres espèces productrices d'huiles essentielles seront conduites afin de disposer d'outils et de méthodes de production d'huiles essentielles durable et de qualité standardisée. Le projet apportera également son appui dans la structuration des filières et en matériels divers. Il sera élaboré un cahier des charges « commerce équitable » conforme aux exigences de la Convention sur la Diversité biologique.



LE BOIS ÉNERGIE

Dans la région Atsimo Andrefana, la filière charbon de bois joue un rôle important dans les zones forestières aux alentours de l'agglomération urbaine de Tuléar. Face à la demande croissante du centre urbain, la filière est pratiquée de façon illicite et complètement désordonnée.

Le projet COGESFOR conduira une étude de la filière charbon de bois. L'étude permettra d'établir un bilan offre - demande locale et offre - demande Tuléar et de définir les interventions en matière d'exploitation, de transformation et de commercialisation du charbon de bois. Les producteurs seront également appuyés dans l'amélioration des techniques de carbonisation pour en améliorer le rendement.





Amélioration des systèmes de cultures

Dans toutes les zones d'intervention, le projet COGESFOR s'attachera à proposer des alternatives agricoles et pastorales compatibles avec les calendriers cultureux et avec la main d'œuvre disponible, et à les faire diffuser à plus grande échelle.

Le projet COGESFOR interviendra dans le développement des techniques de production agro-écologiques facilement reproductibles adoptées et adaptées à chaque site. Il apporte une attention particulière aux systèmes pastoraux notamment en matière de diffusion de plantes fourragères herbacées ou arbustives, qui correspondent à une attente des éleveurs, le *Brachiaria* par exemple.

Contrôle décentralisé et traçabilité



Le « *Projet pilote de protection et de valorisation de la biodiversité* » avait, entre 2002 et 2006, développé un système de contrôle forestier décentralisé financé par une fiscalité, elle aussi décentralisée. Ce cadre organisationnel était une innovation majeure à Madagascar et un des principaux résultats obtenus par ce projet. Mais il convient de le renforcer et de l'intégrer au cadre national notamment de traçabilité développé par la Direction générale chargée des forêts.

Ce système de contrôle permet, par le biais d'un prélèvement fiscal sur les flux de produits commercialisés, de donner durablement à l'administration, à la région, aux communes et aux communautés locales les moyens d'assurer le contrôle de ces prélèvements et de ces flux dans une logique où les acteurs de ce contrôle n'attendent pas une prise en charge par l'Etat (appuyé ou non par l'extérieur).

Suivi écologique et socio-économique

Un des problèmes qui reste encore à résoudre est le faible crédit accordé à la gestion locale décentralisée par de nombreux acteurs de l'administration mais aussi par les tenants d'une politique de préservation exclusive de toute présence humaine. Il est donc impératif de mettre en place un système scientifique commun de suivi des impacts environnementaux, socio-économiques, juridiques et institutionnels du projet.

Ce système de suivi devra produire un argumentaire scientifique permettant une meilleure communication sur les pratiques d'exploitation raisonnée de la biodiversité dans le cadre des TGRNR. Le système sera élaboré de concert avec tous les acteurs impliqués dans le suivi environnemental dont le Service idoine de la Direction générale chargée des forêts.





- Extension des TGRNR et intégration des sites transférés dans le système SAPM en catégorie UICN VI,
- Valorisation des espèces productrices d'huiles essentielles,
- Mise en place d'un système pilote de sécurisation foncière,
- Développement de l'agro écologie en cohérence avec le Projet BV Lac,
- Consolidation et extension du système de contrôle décentralisé et autofinancé de l'exploitation et des flux de produits mis en place par le Projet FFEM Biodiversité,
- Appui de la commune de Didy, des services régionaux et des services forestiers déconcentrés dans leurs capacités de gestion des ressources naturelles,
- Renforcement de capacités techniques et organisationnelles des VOI gestionnaires.

- Contrôle de l'exploitation charbonnière anarchique,
- Consolidation et élargissement des zones transférées en prenant en compte les problématiques pastorales,
- Appui ciblé à la sécurisation foncière,
- Diffusion de techniques agro écologiques,
- Intégration des TGRNR et de la zone d'extension du Parc Naturel dans les classes VI du Système des Aires Protégées de Madagascar,
- Renforcement des capacités techniques et organisationnelles des VOI,
- Développement de nouvelles filières, telles que huiles essentielles.



- Élaboration du cahier des charges équitable « commerce équitable »,
- Mise en place du système de traçabilité et d'écocertification,
- Identification des filières PAM à développer,
- Établissement des protocoles d'exploitation et de transformation d'huiles essentielles,
- Formation des acteurs des différentes filières,
- Mise en place de deux TGRNR à finalité de production huiles essentielles et intégration dans le SAPM,
- Finalisation et mise en œuvre du schéma d'aménagement du site.



Les opérateurs



Le **CIRAD** (zone Didy)

Le CIRAD a pu, depuis 2000, capitaliser son expérience en matière de mise en place de contrats de transfert de gestion, de contrôle forestier et de fiscalité décentralisés, d'aménagement forestier et de suivi-environnemental : dans le cadre de projets de gestion de l'approvisionnement des villes en énergie domestique dans les régions Boeny et Anosy, de gestion de la filière raphia dans la région Boeny, de gestion de la filière bois d'œuvre dans la commune de Didy, etc. Cette expérience sera mise à profit dans les nouveaux transferts de gestion des ressources naturelles renouvelables des différents sites du projet COGESFOR.



Le **WWF** (zone Plateau Mahafaly)

Le WWF a pour mission de stopper la dégradation de l'environnement naturel et de construire un avenir dans lequel les êtres humains vivront en harmonie avec la nature. Il a été l'un des pionniers du transfert de gestion à Madagascar tel la gestion participative des forêts (GPF) initiée en 1997. Le WWF a encadré la communauté qui a signé le premier contrat de type GELOSE. Il encadre des transferts de gestion dans différents types de forêts dans toute l'île y compris le Plateau Mahafaly.



L'ONG **L'Homme et l'Environnement** (zone Vohimana)

L'ONG L'Homme et l'Environnement s'est spécialisée dans le développement durable et la préservation de la biodiversité par l'implication des populations locales défavorisées. Elle oeuvre avec le but de faire la démonstration que la préservation de l'environnement et développement humain peuvent aller de pair.

Le projet attend beaucoup de l'ONG L'Homme et l'Environnement dans l'organisation des filières plantes aromatiques et médicinales (PAM).

Cellule de coordination centrale du projet

Bureau : enceinte FOFIFA DRFP, Ambatobe
BP : 745 Antananarivo 101
Tél. : 034 06 53 983
E-mail : fara@cirad.mg ou ralhvonjy@yahoo.fr

CIRAD

Responsable : Pierre Montagne
Tél. : 032 07 16 960 - E-mail : pierre.montagne@cirad.fr
Antenne Didy
Responsable d'antenne : Emmanuel Randriambintsoa
Tél. : 033 12 085 38

WWF

Responsable : Valencia Ranarivelo
Tél. : 033 15 89 012 - E-mail : vranarivelo@wwf.mg
Antenne Toliara
Responsable d'antenne : Olivier Christian Ramanambohitra
Tél. : 032 02 622 17 - E-mail : CRamanambohitra@www.mg

ONG l'Homme et l'Environnement

Responsables : Olivier Berha et Mamy Andriananja
Tél. : 020 22 674 90 - E-mail : direction@mate.mg